

Airbus

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !

Le 30 juin, Airbus, le constructeur aéronautique européen, a annoncé un plan de 15 000 licenciements, dont 5 000 en France.

Le 20 juin, Guillaume Faury, le P-DG d'Airbus, dans un courrier adressé aux salariés, prévenait : « *L'ampleur de la crise du Covid-19 pour notre secteur impose à Airbus de s'adapter. Cette adaptation signifie en fait une réduction significative du format de notre entreprise [...]. Elle nous contraint à des décisions amères.* »

« Des décisions amères » ? ... Surtout pour les salariés !

- Alors que la direction d'Airbus a largement profité du chômage partiel (48 000 salariés concernés) financièrement pris en charge par l'État et l'Unédic.
- Alors qu'Airbus dispose d'un imposant carnet de commandes (plus de 7 600 appareils).
- Alors que l'entreprise a négocié un crédit de 10 milliards d'euros en mars auprès des banques, puis 15 milliards supplémentaires.
- Alors que le gouvernement a annoncé un « plan d'aide » de 15 milliards d'euros pour le secteur.

Airbus annonce maintenant la suppression de milliers d'emplois !

Au total, ce sont 460 milliards d'euros qui ont été déversés par le gouvernement pour aider les entreprises (160 milliards) ou leur garantir des prêts bancaires (300 milliards). 460 milliards pour finalement organiser les plans de licenciements !

Plus que jamais, une mesure s'impose : abroger la loi du 19 mars et réquisitionner les milliards pour sauver tous les emplois. C'est la voie la plus simple pour interdire les licenciements.

Le 30 juin, 9 007 signatures ont été recueillies sur l'appel pour l'unité pour l'interdiction des licenciements.


Signez et faites signer l'appel.

Rien ne doit s'opposer à la réalisation de l'unité de toutes les organisations et à la multiplication des prises de position communes pour l'interdiction des licenciements et le maintien de tous les emplois.

Si vous voulez en savoir plus, lisez toutes les informations concernant le combat contre les plans de licenciements dans *La Tribune des travailleurs*. Prenez contact avec le POID.

PARTI OUVRIER POUR LE SOCIALISME,
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE

Comité d'Orthez-Mourenx



Section du Pays des Gaves

Unité pour l'Interdiction des licenciements

Renault, Airbus, Air France, Conforama, Nafnaf, IBM... pas un jour ne passe sans les annonces de plans de licenciements... Aucun secteur n'est épargné par le tsunami des suppressions d'emplois engagé par les capitalistes à l'occasion de la crise du coronavirus, alors qu'ils continuent de profiter de près de 400 milliards d'euros versés avec la caution de l'État et sur les fonds de la sécurité sociale.

Un demi-million d'emplois ont déjà été détruits avant même le déconfinement. Intérimaires, « autoentrepreneurs », salariés précaires ont été les premières victimes de cette avalanche.

« Il y aura des faillites et il y aura des licenciements dans les mois qui viennent » a décrété le ministre de l'économie Bruno Le Maire.

Cette violence dévastatrice, accompagnée par le gouvernement Macron-Philippe qui doit être stoppée, conduit les salariés à la pauvreté et à la misère! Les travailleurs et leurs familles veulent vivre de leur travail. Ils rejettent le chômage et la pauvreté.

Les licenciements doivent être interdits quels que soient les motifs. Il y a urgence.

L'unité la plus large doit l'emporter, à tous les niveaux, pour porter cette exigence et bloquer la vague de chômage et de destruction.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@orange.fr ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.